Lors de la dernière séance de questions au gouvernement, Jean-Pierre Sueur a interrogé Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, sur la nécessité de mettre en cohérence les statistiques de la délinquance élaborées par la Police, la Gendarmerie et la Justice – ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.
Manuel Valls lui a répondu : *« Seule la confrontation, catégorie par catégorie de faits, des données relatives aux auteurs interpellés sur l'ensemble du champ répressif, de la réitération à la récidive, permet d'évaluer de manière scientifique, avec la plus grande cohérence possible, les conséquences des politiques publiques en matière de sécurité. J'ai proposé que nous fassions avancer le chantier dans le cadre du plan anti cambriolages et anti vols à main armée. La modernisation concomitante des fichiers Police, Gendarmerie et Justice va nous permettre (…) des croisements fins des données entre auteurs de victimes pour mieux prévenir, dissuader et punir. Bien sûr, ces statistiques resteront anonymisées. Avec Christiane Taubira, nous avons entrepris de renforcer l'indépendance et le professionnalisme de l'Observatoire Natio*nal de la Délinquance et de la Réponse Pénale ». Reprenant la parole, Jean-Pierre Sueur a salué ces efforts : *« Cela sera peut-être de nature à nous débarrasser de polémiques récurrentes où la sécurité est toujours exploitée à des fins politiciennes »*.

>> Lire l'intervention de Jean-Pierre Sueur en séance publique et la réponse de Manuel Valls

.

Phoca PDF